

N° 9 – 6^e année

Décembre 2012

ISSN 1993-3134

À H Ñ H Ñ



REVUE DE GEOGRAPHIE DU LARDYMES

**Laboratoire de Recherche sur la Dynamique
des Milieux et des Sociétés**

Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Université de Lomé

À H 5 H 5

Revue de Géographie de Lomé

publiée par le *Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés (LARDYMES)* du Département de Géographie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Lomé.

Directeur :

Koffi Ayéchoro AKIBODE, Professeur à l'Université de Lomé

Secrétariat de Rédaction :

- **Koffi Ayéchoro AKIBODE**, Professeur à l'Université de Lomé,
- **Martin Dossou GBENOUGA**, Maître de Conférences à l'Université de Lomé

Secrétariat administratif :

- **Madame Kossiwa TENOU**

Comité Scientifique :

- **Antoine Asseypo HAUHOUOT**, Professeur Honoraire à l'Institut de Géographie Tropicale – Université de Félix Houphouët-Boigny – Abidjan
- **Francis AKINDES**, Professeur à l'Université Alassane Ouattara, Bouaké
- **Jérôme ALOKO-N'GUESSAN**, Directeur de Recherche à l'Institut de Géographie Tropicale, Université de Félix Houphouët-Boigny – Abidjan
- **Maurice Bonaventure MENGHO**, Professeur à l'Université Marien N'Gouabi de Brazzaville
- **Koffi Ayéchoro AKIBODE**, Professeur à l'Université de Lomé
- **Benoît N'BESSA**, Professeur à l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Mamadou SALL**, Professeur à l'Université Cheick Anta Diop de Dakar, Sénégal
- **Joseph-Marie SAMBA-KIMBATA**, Professeur à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville
- **Assah KOBY**, Maître de Conférences à l'Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët-Boigny – Abidjan
- **Tchégnon ABOTCHI**, Maître de Conférences à l'Université de Lomé
- **Wonou OLADOKOUN**, Maître de Conférences à l'Université de Lomé
- **Yolande OFOUEME-BERTON**, Professeur à l'Université Marien Ngouabi, Brazzaville
- **Arsène DJAKO**, Maître de Conférences à l'Université Alassane Ouattara, Bouaké
- **Oumar DIOP**, Maître de Conférences à l'Université Gaston Berger Saint-Louis, Sénégal
- **Henri MONTCHO**, Maître de Conférences à l'Université Zinder, Niger

A ces membres du comité scientifique, s'ajoutent d'autres personnes ressources consultées occasionnellement en fonction des articles à évaluer

Photo couverture : Une infrastructure de franchissement dans un état délabré en pays Akébou au Togo
(Crédit M. VIMENYO)

Copyright © reserved « Revue À H 5 H 5 »

Sommaire

Frédéric O. Koulanswonthé PALÉ

Genèse et évolution d'un grand aménagement hydro-agricole : le périmètre rizicole de la vallée du Kou (Burkina Faso) p.1-13

Koudzo SOKEMAWU

Enjeux et contraintes de la porciculture dans la préfecture de la Kozah au Togo p.14-29

Toussaint O. LOUGBEGNON

Caractérisation morphologique des oiseaux forestiers du sous-bois du sud du Bénin p.30-41

Padabô KADOUZA et Essotalani ADEWI

Perceptions paysannes de la crise pluviométrique et stratégies d'adaptation dans la Région Centrale du Togo p.42-53

Komi Selom KLASSOU

La bonne gouvernance sociétale : gage de l'équilibre du cycle hydrologique p.54-66

Joseph A. AKPAKI, Toussaint VIGNINOU et Sandé ZANNOU

Stratégies endogènes de financement du développement local dans la commune de Pobè au sud-est de la République du Bénin (Afrique de l'Ouest) p.67-77

Kodjo KOUTENOUKPO

Production et transformation du manioc en pays Ouatchi au Togo p.78-90

Ibouraïma YABI, Fulgence AFOUDA, Antoine Yves TOHOZIN, Brice SINSIN et Michel BOKO

Agroforesterie à base de l'anacardier et dynamique de l'occupation du sol sur l'axe Agbassa-Idajo (Région des monts Kouffè au Bénin) p.91-103

Edinam KOLA

Evolution récente de la production du maïs dans la Région des Plateaux au Togo : tendances, fondements et contraintes p.104-120

Iléri DANDONUGBO

Les contraintes liées à l'impraticabilité saisonnière du réseau routier dans le Moyen-Mono au Togo p.121-133

Moussa GIBIGAYE, Brice TENTE, Odile DOSSOU-GUEDEGBE

Contribution des produits forestiers non ligneux dans l'économie des populations rurales dans le sud du Bénin : cas des feuilles de *Tectona grandis* p.134-143

Kossiwa ZINSOU-KLASSOU

Commerce et mobilités transfrontalières en Afrique de l'Ouest : cas des périphéries nationales Togo/Ghana p.144-155

Anani AGBETRA

Les déterminants des activités maraichères dans la Région des Savanes de l'extrême Nord-Togo p.156-170

Aboubakar KISSIRA

Pratiques agro-pastorales dans la commune de Djidja au Sud-Bénin: caractéristiques et incidences environnementales **p.171-179**

Madinatêtou TAKILI

Analyse du dysfonctionnement de la politique de communalisation à Lomé au Togo **p.180-196**

Kossi AGBEYADZI

Etat des lieux du potentiel touristique de la ville de Kpalimé et sa région (Plateaux-Ouest) au Togo **p.197-211**

Dangnisso BAWA

La dynamique hydrosédimentaire du barrage de la Kozah : un processus vers son colmatage **p.212-226**

STRATEGIES ENDOGENES DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LA COMMUNE DE POBE AU SUD-EST DE LA REPUBLIQUE DU BENIN (AFRIQUE DE L'OUEST)

Joseph A. AKPAKI, Maître de Conférences

Toussaint VIGNINO, Maître-Assistant

Sandé ZANNOU, Doctorant

Département de Géographie et Aménagement du territoire

Université d'Abomey-Calavi, Cotonou,

E-mails : sandezannou@yahoo.fr;

tousvigni@yahoo.fr; akpakijos@yahoo.fr

Résumé : *Le processus de développement local est l'une des plus importantes innovations politiques intervenues en Afrique subsaharienne à la suite de la généralisation des processus démocratiques. Il implique la contribution financière et matérielle des populations à la base dans les programmes et projets de développement. Les données utilisées pour cette étude sont obtenues à travers la recherche documentaire et les enquêtes de terrain réalisées en utilisant l'approche socio-géographique. Les résultats obtenus montrent que les stratégies de financement local vont de la mobilisation des populations bénéficiaires à travers des séances de sensibilisation à l'utilisation rationnelle des recettes collectées en passant par le montage de projets de développement cohérents et pertinents. De plus, des cotisations, des souscriptions sont méthodiquement levées et les mécanismes sont mis en œuvre pour amener les populations à fournir des matériaux de construction (bois de teck, gravillons, eau, sable fin, etc.).*

Mots-clés : *Commune de Pobè, développement local, financement, stratégies endogènes.*

Abstract: *The local development process is one of the most important political innovations intervened in sub-Saharan Africa following the generalization of the democratic processes. He/it implies the financial and material contribution of the populations to the basis in the programs and projects of development. The data used for this survey are gotten through the documentary research and the investigations of land achieved*

while using the socio-geographical approach. The gotten results show that the strategies of local financing go from the mobilization of the beneficiary populations through sessions of sensitization and use rational of the returns collected while passing by the installation of coherent and applicable projects of development. Besides, of the contributions, some subscriptions are raised methodically and the mechanisms are set in motion to bring the populations to provide materials of construction (wood of teak, gravels, water, thin sand, etc.).

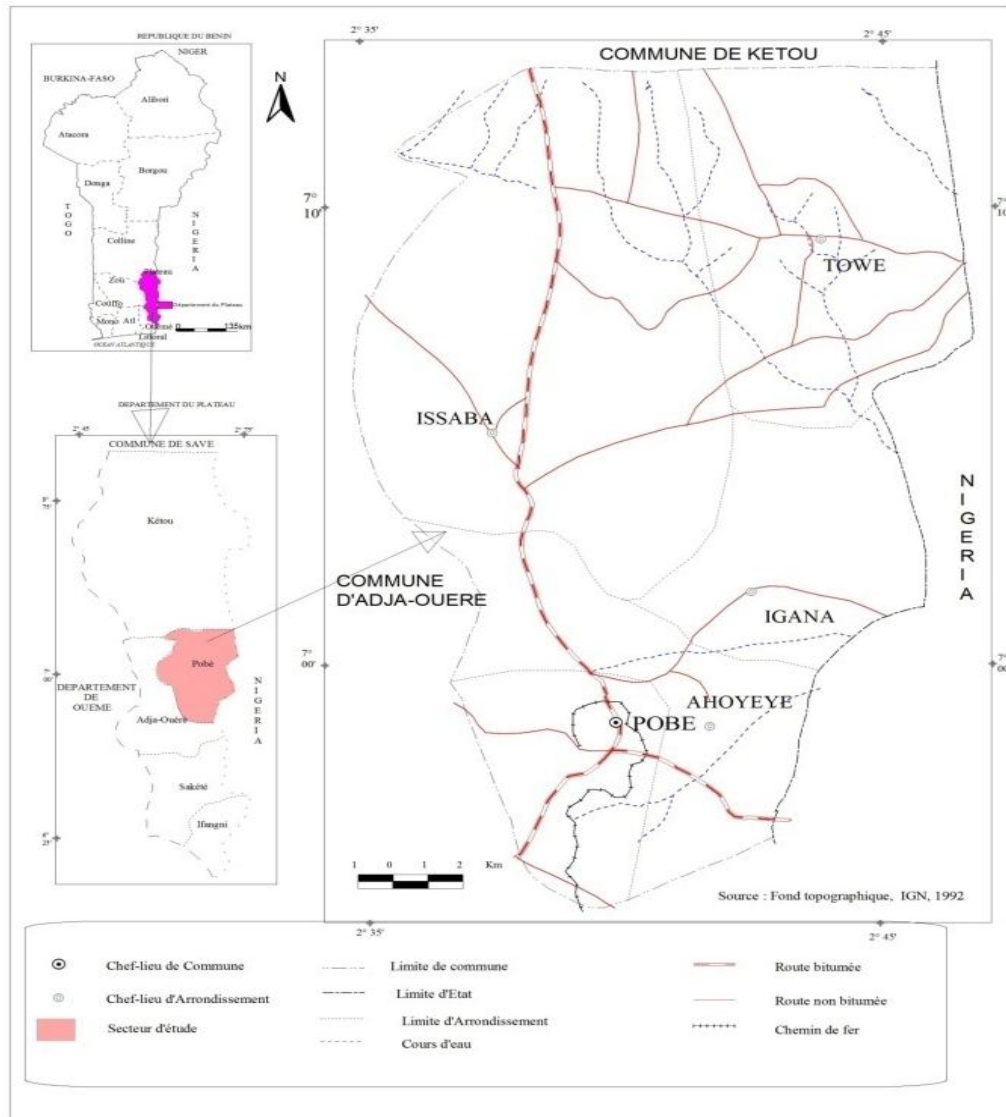
Keywords: *Township of Pobè, local development, endogenous strategies, financing.*

Introduction

Pendant plusieurs décennies, les pays africains ont été soumis à un système de gestion dirigiste n'ayant forcément pas pris en compte les besoins essentiels des populations à la base (MOUSSOU C. T., 1994). Ainsi, les stratégies de développement mises en œuvre depuis les années 1960 n'ont pas permis de juguler efficacement la pauvreté. En effet, la plupart des programmes et projets de développement, qui ont été élaborés, n'ont pas connu les résultats escomptés (PDM, 1995).

La non implication et la non participation des bénéficiaires locaux depuis leur phase de conception jusqu'à celle de réalisation sont identifiées comme les principaux facteurs de l'échec des projets et programmes de développement (Olivier de Sardan J., 1995). Face à cette situation, le Bénin a réorienté sa politique de développement en privilégiant le plan local comme base de développement. Les populations élaborent des projets de développement et mettent en place des mécanismes pour leur financement. Ainsi, plusieurs stratégies locales de financement du développement local ont été mises en œuvre dans la commune de Pobè. Ladite commune est comprise entre 7°00' et 7°10' de latitude nord et entre 2°35' et 2°45' de longitude est (Carte n°1).

Carte n°1 : Situation géographique du secteur d'étude



Très souvent, les populations de Pobè donnent des souscriptions volontaires, fournissent des efforts physiques, offrent des matériaux, etc. Des stratégies opérationnelles sont déployées afin de mobiliser les ressources et susciter une contribution supplémentaire de la part des populations. Dans ces conditions, un certain nombre de questions se posent. Quelles sont les différentes stratégies endogènes de mobilisation du financement des projets de développement dans la commune de Pobè ? Comment procéder pour mobiliser les ressources supplémentaires et renforcer les stratégies connues dans le but de viabiliser et de pérenniser le processus de développement local à Pobè ?

La présente étude tente de répondre à ces questions avec l'ambition de valoriser les diverses stratégies mises en œuvre au niveau local afin d'aider les autorités locales à bien

conduire le processus de développement local à l'ère de la décentralisation.

1. Démarche méthodologique

Les méthodes de collecte des données sont fondées sur la recherche documentaire et les investigations socio-économiques qui ont permis d'appréhender les stratégies de mobilisation des ressources pour le financement des projets du développement.

A cet effet, les élus locaux (conseils communaux, chefs d'arrondissement, chefs de quartier ou de village), des responsables des Associations Villageoises de Développement, des responsables des Associations de Développement de la commune, les chefs traditionnels, les membres des Organisations Paysannes (GV, GF, UCPC, etc.) et les responsables des ONG installées dans la commune ont été interrogés grâce à des guides d'entretien conçus.

A ces personnes ressources, s'ajoute un échantillon composé de jeunes et personnes âgées puis de catégories professionnelles (fonctionnaires, cultivateurs, ménagères, commerçants, artisans, etc.) qui ont été interviewés grâce à des questionnaires élaborés à cet effet.

Les enquêtes ont été menées dans les cinq (05) arrondissements de la commune. Cinq (05) villages et quartiers de villes ont été choisis dans chaque arrondissement. Ce choix s'est opéré en tenant compte des infrastructures socio-économiques réalisées dans les villages. Au total, vingt-cinq (25) villages sur les 44 ont été parcourus.

Le choix des personnes enquêtées repose sur les critères suivants :

- être un chef de ménage ou son représentant. Ce critère a été retenu parce que les contributions des populations sont fixées par ménage ;
- avoir vécu régulièrement dans la localité durant ces 10 dernières années. Ce critère a été retenu parce que pour parler des réalités d'un milieu, il faut y avoir vécu pendant un certain nombre d'années.

La taille de l'échantillon est déterminée par la formule : $T = M \times F$ avec :

- T = la taille de l'échantillon ;
- M = l'effectif total des ménages ;
- F = le taux de sondage fixé à 2 %.

Au total 299 ménages ont été enquêtés dans les cinq (05) arrondissements que compte la commune de Pobè. Pour mener les investigations socio-anthropologiques, plusieurs techniques et outils ont été utilisés. Les sites d'implantation des infrastructures socio-économiques ont été systématiquement visités. Les entretiens semi-dirigés ont permis de recueillir des informations sur les stratégies de mobilisation des ressources pour le financement des infrastructures. La Méthode Active de Recherche Participative (MARP) a permis une meilleure connaissance des difficultés que rencontrent les membres des comités installés par les populations pour la mobilisation des ressources. Les fiches d'enquête et les guides d'observation ont été dépouillés manuellement.

2. Résultats

2.1. Atouts favorables au financement du développement local dans la commune de Pobè

La commune de Pobè jouit d'un climat de type subéquatorial fortement marqué par des influences de type soudano-guinéen. Les précipitations atteignent 1100 à 1200 mm par an. Son armature pédologique est faite des sols hydromorphes, noirs, argileux et très fertiles et des sols ferrallitiques qui sont des sols argilo-sableux, bien drainés, dépourvus de concrétions et sableux en surface. La population active s'élève à 42 225 actifs soit 76 % de la population potentiellement active (INSAE, 2008).

Ces conditions naturelles constituent des atouts pour le développement des activités économiques, dont les principales sont l'agriculture, le commerce, le transport, l'artisanat et les petits métiers. L'agriculture constitue un secteur dominant de l'économie de la commune. Elle occupe environ 85 % de la population totale (CeRPA Plateau, 2010). Les céréales et les tubercules sont les cultures dominantes dans la commune. De 2002 à 2010, la plupart des cultures ont connu une augmentation en superficies emblavées et en productions. La vente de ces différentes cultures procure aux populations les revenus nécessaires pour la satisfaction de leurs besoins. Ce qui détermine le niveau de participation des populations aux initiatives de développement. En plus de l'agriculture, la population de Pobè s'adonne à l'élevage.

L'élevage concerne les espèces telles que les volailles, les ovins, les bovins et les porcins. Quelques rares exploitants qui pratiquent l'élevage du bovin confient leurs troupeaux aux Peuhls spécialistes en la matière.

Dans le domaine commercial, la disponibilité des ressources humaines est remarquable. La commune étant essentiellement agricole, la commercialisation des denrées agricoles se fait sur huit (08) marchés principaux et quelques marchés secondaires. Les produits pétroliers, en provenance du Nigeria, constituent une source de revenus pour une frange non moins négligeable de la population. En dehors du commerce des produits pétroliers, il y a celui traditionnel qui tourne autour de la vente de

produits manufacturés en provenance, pour l'essentiel, de Cotonou et du Nigeria.

Il se pratique à Pobè deux (02) modes de transports : les taxi-moto communément appelés "Zémidjan" et les taxis inter-urbains. Il est dénombré dans la commune quatre (04) gares routières. Les taxi-motos (zémidjan) sont assurés par le secteur informel. Leur effectif est estimé, en 2008, à environ 1600 jeunes (INSAE, 2008).

Quant à l'artisanat, il est un secteur gros pourvoyeur d'emplois. Il occupe actuellement dans la commune la 3^{ème} place derrière l'agriculture et le commerce. L'artisanat de production et de service sont les plus développés.

Sur le plan industriel, Pobè abrite la cimenterie d'Onigbolo exploitée par la SCB Lafarge. Il y a également une unité de transformation du manioc en amidon à Agbarou et quatre (04) boulangeries non modernisées. La diversité des activités économiques permet aux populations d'engranger des revenus relativement acceptables leur permettant de satisfaire leurs besoins vitaux. L'utilisation judicieuse de ces revenus permet aux

populations de s'acquitter des souscriptions aux fins du développement de leur localité.

2.2. Actions de développement initiées et mode de financement

Plusieurs actions sont initiées et réalisées par les populations de la commune de Pobè dans les différents domaines socio-économiques. Il est présenté dans cette partie les réalisations dans les domaines éducatif, marchand, sanitaire, et dans celui de la communication et de l'hydraulique.

2.2.1. Equipements scolaires

Avec l'appui des partenaires au développement des efforts considérables ont été fournis dans le secteur. Selon les données recueillies sur le terrain, les populations bénéficiaires des infrastructures scolaires, participent de diverses manières à leur financement. En outre, les populations s'acquittent des souscriptions financières, mais aussi elles contribuent matériellement à l'érection de ces infrastructures. Dans l'arrondissement d'Ahoyéyé, par exemple, des huit modules de classe de la localité, six sont en matériaux définitifs (Photo n°1), construits avec l'aide des partenaires au développement.

Photo n°1 : Module de trois classes à Banigbé construit par le PNDCC avec la participation des populations en 2007



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

Le montant de cette infrastructure et son équipement sont évalués à 14 000 000 F CFA, financée par le Programme National de Développement Conduit par les Communautés (PNDCC) avec la contribution de la population estimée à 1 200 000 F CFA. D'après les investigations, chaque ménage devrait souscrire à hauteur de 1 000 F CFA. Le comité installé pour la collecte des souscriptions, a réuni 865 000 F CFA. Grâce à l'appui de la mairie de Pobè, les populations se sont acquittées de leur contribution. En plus de

cette contribution financière, les femmes du groupement « Ifê-Lègbè » de Banigbé fournissent chaque matin de l'eau qui est utilisée sur le chantier.

A Pobè, malgré les efforts fournis par la mairie, l'Etat et les partenaires, certaines écoles primaires manquent d'infrastructures scolaires. Dans ces localités, les populations se mobilisent pour construire des salles de classe en matériaux précaires (Photo n°2 a et n°2b).

Photo n°2a : Salle de classe construite à l'EPP d'Illèkpa (arrondissement d'Issaba) par les populations en 2009



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

Photo n°2b : Salle de classe construite à l'EPP d'Illèkpa (arrondissement d'Issaba) par les populations en 2009



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

La construction et l'équipement de ces salles de classes sont évalués à 265 000 F CFA. La souscription est fixée à 1 500 F par élève. Elle a été collectée par un comité composé du directeur de l'école, trois membres de l'association des parents d'élèves et le président de l'association du développement de l'arrondissement d'Issaba.

En outre, l'éducation des adultes est prise en charge par les populations. Dans l'arrondissement de Towé, depuis 2001 les cinq groupements villageois de producteurs de coton se sont associés pour prendre en charge les dépenses liées au paiement des trois maîtres alphabétiseurs. D'après les données recueillies, environ 160 000 F CFA sont dégagés chaque année de ristournes sur la vente du coton. Il ressort de ce résultat que la production du coton permet aux populations, à travers les organisations paysannes, de prendre une part active au financement des initiatives de développement. Ce résultat confirme les

conclusions des travaux d'EL-HADJI MAMA S. (2006) et de TOHOZIN Y. A. (2008).

2.2.2. Equipements d'infrastructures d'hydrauliques villageoises

Dans la commune, seul l'arrondissement de Pobè est desservi par la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB). Face aux difficultés d'approvisionnement en eau potable de la population rurale, il a été initié et réalisé par les populations avec l'appui de la diaspora et surtout des partenaires, des réseaux d'adduction d'eau potable, des puits à grands diamètres et des bornes fontaines.

Pour la réalisation des ouvrages d'eau potable, un comité villageois de développement est toujours installé pour lancer une souscription au niveau des groupements villageois et des ménages. Les populations des quatre arrondissements ruraux avec l'appui de la mairie et des partenaires (Pays-Bas et GIZ-KFW) ont financé la construction d'une Adduction d'Eau Villageoise (AEV) dans

chacun des arrondissements. La mobilisation financière au sein de la population est de 2 400 000 F CFA par arrondissement. Dans l'arrondissement d'Issaba, le groupement des producteurs du coton a participé à hauteur de 25 % de la contribution locale soit 600 000 F CFA. L'appui de la mairie est de 21 800 000 F CFA pour le financement de ces infrastructures auxquelles les partenaires ont

contribué à hauteur de 1 000 333 900 F CFA pour l'ensemble des travaux d'installation et d'équipement. A ces financements s'ajoute l'apport de la diaspora estimé à 6 000 000 F CFA. Les photos n°3a et n°3b présentent respectivement le château d'eau et le dispositif du moteur de pompage installé à Igana.

Photo n°3a : Château d'eau à Igana



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010

Photo n°3b : Moteur de pompage d'eau à Igana



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

La photo n°3a présente le château d'eau implanté à Igana. Ce château d'une capacité de 80 m³ et d'une hauteur de 15 m reçoit l'eau pompée du sous-sol grâce au moteur de pompage dont le dispositif est présenté par la photo n°3 b. Cette Adduction d'Eau Villageoise (AEV) a une longueur totale de

distribution d'environ 21 km. Au total, 28 bornes fontaines sont installées à Igana pour permettre à la population de s'approvisionner en eau potable. De même, la mise en place des forages (Photo n°4) a connu la contribution financière de la population.

Photo n°4 : Des femmes autour d'un forage réalisé à Gbanago en 2004



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

Pour la réalisation de cet ouvrage d'eau potable, un comité villageois de développement a été installé pour lancer une souscription au niveau des ménages et des groupements du village. A la fin de l'opération, le comité a réuni la somme de 256 000 F CFA soit 20 % du coût de réalisation. Le reste du financement est assuré par le Projet d'Appui au Développement Rural de l'Ouémé.

Selon les investigations, chaque ménage a souscrit une somme de 1 000 F CFA. Le groupement des potières et le comité de gestion du premier forage du village ont participé respectivement à hauteur de 15 000 F et 25 000 F. Il apparaît clairement que les activités génératrices de revenus permettent aux populations de contribuer au développement de leur localité. Ce résultat est conforme à celui de ANAGONOU G. (2012), qui a étudié la contribution des activités génératrices de revenus dans le développement local de la commune d'Agbangnizoun.

Ces réalisations, bien qu'insuffisantes au regard des besoins exprimés, ont entraîné une nette diminution des maladies hydriques (30 %), un relèvement du taux de couverture en infrastructures hydrauliques et un gain de temps pour les femmes dans la corvée de l'eau.

2.2.3. Equipements marchands

Les populations avec l'aide des autorités locales et des partenaires ont initié et réalisé des projets d'aménagement des marchés et la construction des hangars (Photo n°5), magasins et boutiques dans certains marchés. Ces projets ont été financés, d'une part, grâce aux souscriptions des populations de Pobè et aux apports financiers des partenaires au développement de la commune : Banque Africaine de Développement (BAD), Programme National de Développement Conduit par les Communautés (PNDCC) et Danish International Development (DANIDA), d'autre part.

Photo n°5 : Hangars construits au marché de Obada avec la participation des populations dans l'arrondissement de Pobè



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010

D'après les informations recueillies, la contribution locale est estimée à 2 500 000 F CFA. Un comité a été mis en place pour la mobilisation de cette ressource. Ce comité est composé de trois membres du comité de

gestion du marché, d'une représentante de l'association des femmes du marché et d'un représentant de l'association du développement de l'arrondissement de Pobè. Un montant de 100 F CFA est collecté chez

chaque vendeur et vendeuse les jours du marché sur une période de six mois. Cette stratégie a permis la mobilisation de 1 225 000 F CFA. Le comité installé a mobilisé les fils et filles de la ville de Pobè résidant hors de Pobè autour de ce projet, cette stratégie a permis la mobilisation de 970 000 F CFA (résultats du terrain, octobre 2010). Au marché de Iyanan-

Ketty, il a été réalisé sur financement de la DANIDA pour un montant de 88 750 000 F CFA en 2009, deux (02) magasins, six (06) hangars et dix (10) boutiques (Photo n°7) avec la contribution de la mairie de 10 500 000 F CFA et des populations bénéficiaires estimée à 1 200 000 F CFA.

Photo n° 6 : Boutiques réalisées par le DANIDA à Iyanan-Ketty



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

2.2.4. Infrastructures de communication

En raison de la pente du relief qui engendre des creusements dans certaines zones de la commune, la mairie a réalisé deux ponceaux, en 2008, dans l'arrondissement de Pobè à un

montant de 10 000 000 F CFA. Dans l'arrondissement de Towé, les populations avaient exigé la réalisation d'un ponceau sur la rivière d'Igbi-Ocho.

Photo n°7 : Pont construit par la population de Towé sur la rivière de Igbo-Ocho



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

La réalisation de cette infrastructure a été possible grâce aux souscriptions des populations et à l'apport de la mairie. Selon les informations recueillies au cours des enquêtes sur le terrain, les souscriptions étaient levées par ménage à raison de 500 F CFA. Un comité de trois (3) membres devant assurer la collecte a été mis sur pied dans chaque village de l'arrondissement de Towé. Les superviseurs désignés par les membres du comité de village passent au niveau de chaque ménage pour

collecter les fonds, après les séances de sensibilisation. Selon nos investigations, un montant de 756 000 F CFA a été mobilisé. En outre, les populations ont également contribué matériellement à l'érection de cette infrastructure. En effet, elles ont participé au ramassage du sable, de brique et du gravillon. Avec l'apport de la mairie, estimé à 1850 000 F CFA, cette infrastructure a été érigée en 2005.

2.2.5. Equipements sanitaires et de protection sociale

La commune dispose de 22 centres de formation sanitaire à caractère public. Au départ, les initiatives étaient prises par les populations elles-mêmes : elles ont réussi à construire des centres de santé en matériaux

précaires. Mais aujourd'hui plusieurs centres sont construits par l'Etat et les partenaires avec l'appui des populations. Les photos n°8a et n°8b présentent respectivement l'Unité Villageoise de Santé (UVS) de Gbanago et de Onigbolo construites en 2005.

Photo n° 8 a : Unité Villageoise de Santé de Gbanago



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

Photo n°8b : Unité Villageoise de Santé de Onigbolo



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010.

Les Unités Villageoises de Santé construites en 2005 dans l'arrondissement de Issaba par le PNDCC a connu la contribution financière et matérielle des populations bénéficiaires. Les populations des deux villages ont offert le domaine qui abrite les infrastructures. Elles ont contribué à hauteur de 2 100 000 F CFA soit 15 % du coût de réalisation. La construction de ces structures sanitaires a considérablement renforcé l'opérationnalisation des différents centres de santé.

En 2008, la mairie a financé la réalisation d'une UVS à Akpatè à un montant de

14 500 000 F CFA. En dehors du domaine offert, la population de ce village a réussi à mobiliser 218 000 F CFA sur les 2 000 000 prévus. Deux ressortissants du village ont offert quatre (04) voyages (camion 6 roues) de sable fin dont le montant est estimé à 140 000 F CFA.

En matière de la protection sociale, les populations ont participé à la réalisation des latrines dans les écoles primaires et dans les centres de santé. Au dispensaire de Ketty, une latrine à trois cabines (Photo n°9) a été construite en 2006.

Photo n°9 : Latrines construites au dispensaire de Ketty



Source : ZANNOU S., photo prise en octobre 2010

Cette infrastructure a été financée entièrement par un ressortissant du village de Ketty vivant en Côte-d'Ivoire. De telles initiatives sont courantes dans le secteur d'étude. La diaspora est aussi sollicitée par les populations pour contribuer au financement des infrastructures socio-économiques. OGOUWALE E. (2002) et BONI G. (2002), ont obtenu des résultats similaires. Il est à remarquer que les populations en collaboration avec les autorités communales ont très souvent élaboré des projets de développement réalisés sur fonds propres ou grâce aux appuis de partenaires au développement.

Conclusion

Dans la commune de Pobè, la plupart des initiatives socio-communautaires sont prises par les populations elles-mêmes qui se mobilisent pour trouver le financement. Ce résultat est conforme à celui de OGOUWALE E. (2002), qui a travaillé dans l'arrondissement de Kilibo.

De façon générale, deux types de financement sont identifiés autour des projets de réalisation à Pobè :

- un financement local qui provient essentiellement des populations bénéficiaires et des organisations paysannes. Les stratégies à ce niveau consistent à fixer des cotisations, à lever des souscriptions et à amener les populations à fournir des matériaux de construction (bois de teck, eau, sable fin, etc.), et à participer au nettoyage des périmètres retenus pour la construction de l'infrastructure socio-communautaire. A ce financement et autres actions des

populations, il faut ajouter l'appui des autorités locales et de l'Etat béninois en terme de subvention ou d'appui pour soutenir et encourager l'initiative prise à la base ;

- un financement extérieur qui provient des projets et des ONG intervenant dans plusieurs domaines. L'apport des partenaires se fait sur la base d'un accord qui définit la contribution financière que la population doit déboursier pour qu'elle se sente plus impliquée dans la réalisation des ouvrages, dans leur gestion et surtout pour leur pérennisation. Cette forme de mobilisation et de financement des initiatives socio-communautaires s'est révélée très édifiante dans plusieurs localités de la commune.

Les différentes stratégies de financement ont rendu possible la mise en place d'importantes infrastructures socio-communautaires qui ont significativement contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations. Cette étude confirme celle de BONI G. (2002) qui a travaillé dans la commune de Tchaourou pour dire que les populations à la base sont les premiers acteurs du développement local.

De même, TOHOZIN Y. A. (2008), qui a travaillé dans la commune de Kalalé a trouvé des résultats similaires sur la capacité des populations à mobiliser les fonds propres pour le développement local en complément aux efforts des partenaires au développement. L'efficacité socioéconomique des stratégies développées par les populations dans la commune de Pobè pour le financement des initiatives de développement est évidente.

Ainsi, les autorités locales doivent capitaliser ces expériences et renforcer les stratégies connues dans le but de viabiliser et de pérenniser le processus de développement local à Pobè.

Bibliographie

ADAM S. K. et BOKO M., (1993) : Le Bénin. 2^{ème} édition du Flamboyant/Edicef, Paris, 96 p.

ANAGONOU G., (2012) : Activités génératrices de revenus et développement local dans la commune d'Agbangnizoun. Mémoire de Maîtrise de Géographie, FLASH/UAC, Abomey-Calavi, 70 p.

AUBRY P., et LE BORGNE C., (1999) : Pour une stratégie de développement endogène : appui à la mise en place d'instances locales de promotion et de développement économique. Séminaire Ecofiloc, Cotonou, 31 p.

BERTOME J. et MERCOIRET J., (1992) : Planification du développement local. CIEPAC, Paris, 343 p.

BONI G., (2002) : Approche géographique des stratégies de financement local dans la sous-préfecture de Tchaourou. Mémoire de Maîtrise de Géographie, FLASH/UNB, Abomey-Calavi, 104 p.

BOUKARI B. S., (2001) : La coopération décentralisée et le développement local : cas de la coopération Eveux-Djougou. Mémoire de Maîtrise de Géographie, FLASH/UAC, Cotonou, 74 p.

DEHOUNMON M. P., (1999) : Décentralisation : l'importance de la participation des citoyens. In : *Revue de presse pour les collectivités locales*, n°40, MCL, Cotonou, pp. 9-36.

DOSSOU S., (2006) : Problématique d'un renforcement des ressources propres pour un réel développement local de la commune de Tori-Bossito. Mémoire du cycle II, ENAM/UAC, Abomey-Calavi, 71 p.

EL-HADJI MAMA M., (2006) : Production agricole et développement local dans la commune de Kalalé. FLASH/UAC, Abomey-Calavi, 121 p.

MAMAM S., (2000) : Rôle des collectivités locales dans le développement de la sous-préfecture de Ouaké. Mémoire de Maîtrise, UNB, Abomey-Calavi, 129 p.

MOUSSOU C. T., (1994) : Rôle et place des associations de développement dans la coopération décentralisée au Bénin : cas du département du Mono. ENA/UNB, Abomey-Calavi, 78 p.

OGOUIWALE E., (2002) : Stratégies endogènes de financement et de gestion du développement local dans l'Arrondissement de Kilibo. Mémoire de Maîtrise Professionnelle de Géographie, FLASH/UNB, Cotonou, 87 p.

Olivier de SARDAN J., (1995) : Anthropologie et développement : effet en socio-anthropologique du changement social. Edition Khatalan, Paris, 305 p.

TOBOULA J., (2002) : La mobilisation des ressources locales pour le développement des futures communes à l'ère de la décentralisation : cas de la commune d'Abomey-Calavi. Mémoire du cycle II de l'ENAM pour l'obtention du diplôme de Gestion des projets, UAC, Cotonou, 96 p.

TOHOZIN Y. A., (2008) : Cotonculture et développement local dans la commune de Kalalé. In : *Climat et Développement*, n°6, Abomey-Calavi, pp.50-60.